

# GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 41 • 9 OCTOBRE 2015 • CHF 3.-

Rencontre avec Céline Misiego et Derya Dursun, candidates féministes aux fédérales page 3



Elu secrétaire de la CES, Luca Visentini est le nouvel homme fort du syndicalisme européen page 5



Toulouse-Lautrec et son Moulin-Rouge à Berne page 8

## Aleida Guevara sur les traces du Che

**CUBA** • Aleida Guevara, fille aînée du second mariage de Che Guevara, était récemment de passage en Suisse pour une conférence intitulée «Cuba, la fin du socialisme?» A cette occasion, nous l'avons interrogée sur la situation dans l'île et les récents rapprochements avec les États-Unis.



Malgré les rapprochements avec les États-Unis, Cuba attend toujours la levée du blocus instauré depuis plus de 50 ans par le pays de l'Oncle Sam et entend continuer à défendre son modèle social.

On vous connaît comme la fille du Che, mais finalement qui est Aleida Guevara? Ce statut de «fille de» est-il parfois difficile à porter? J'ai étudié la médecine à Cuba et au Nicaragua et me suis spécialisée en pédiatrie. Après mon diplôme, j'ai travaillé en Angola. L'Afrique m'a marquée pour toujours. J'en suis revenue décidée à lutter contre le colonialisme et le racisme. J'utilise une partie de mon temps pour la médecine et une autre pour défendre mon pays. Il y a une grande méconnaissance de la réalité des Cubains et de l'effort extraordinaire qu'ils font pour survivre. J'essaie aussi de rester internationaliste. Je collabore avec le Mouvement des sans-terre au Brésil, notamment. Finalement, je travaille avec les jeunes de l'École latino-américaine de médecine de La Havane. Malgré toutes nos difficultés, nous continuons à former des hommes et femmes avec une grande sensibilité humaine... pour moi c'est le plus beau de la révolution cubaine. Je me sens très satisfaite et cela ne m'importe peu que l'on m'identifie comme «la fille du Che». J'en suis même fière. Il a été un être humain très spécial, tout comme ma mère. C'était une relation intense, romantique, et je suis le fruit de cet amour.

Que pensez-vous des récents rapprochements de Cuba avec les États-Unis? Je ne comprends pas la grande préoccupation que semblent avoir les Européens à ce sujet. Si nous avons réussi à faire face au développement du tourisme européen, nous ferons face au tourisme américain également! Avec le tourisme, la prostitution, les drogues et la corruption sont entrées dans le pays. Nous avons dû affronter ces problèmes, cela a été une école extraordinaire. Que peuvent faire les Américains que n'auraient pas encore fait les Européens? Comment voyez-vous les possibilités accrues d'investissements américains? Sans crainte. Nous pouvons avoir besoin d'investissements, mais ils se feront dans le respect de nos conditions. Il n'y aura aucun investissement des États-Unis à Cuba qui ne respecte pas les lois cubaines et qui ne soit pas au bénéfice du peuple cubain. Depuis 50 ans, les États-Unis ont essayé, avec le blocus, de faire en sorte que le peuple cubain se soulève contre son propre gouvernement, mais cela n'a jamais fonctionné. Maintenant ils reconnaissent l'absurdité de cette politique et essaient de rectifier, mais nous serons attentifs, car ce pays ne fait jamais rien gratuitement.

Le thème du rapprochement avec les États-Unis représente-t-il une préoccupation pour les Cubains? Le seul sujet de préoccupation est «quand nous retireront-ils le blocus?». Ils ont installé une ambassade, mais pensent-ils que nous allons entretenir des relations normales avec un pays qui nous impose un blocus? C'est cela, l'opinion générale à Cuba. Ce qui nous fait le plus de mal, c'est le blocus. Jusqu'à ce qu'ils le retirent, nous ne pourrions pas avoir de relation normale. Comme médecin, comment ressentez-vous les effets de ce blocus? La médecine et les aliments sont les secteurs les plus touchés. On le ressent de façon très douloureuse: par exemple, dans l'hôpital où je travaille, un enfant nécessitait une valvule cardiaque spéciale dans le cadre d'une opération cardiaque, mais Cuba n'a pas pu l'acheter car les États-Unis détiennent un brevet sur la majorité des médicaments et ne permettent à aucune entreprise de nous les vendre. «Il n'est pas possible de manipuler un peuple éduqué et cultivé» Des personnes solidaires l'ont acheté aux États-Unis, mais on le leur a retiré

à la douane. L'enfant est mort. Imagine! Un enfant qui meurt parce qu'un Etat ne te permet pas d'acheter le seul médicament qui pourrait le sauver, ceci alors que tu possèdes l'argent nécessaire! En parler, c'est facile, mais le vivre, c'est très dur. Quelles solutions trouvez-vous? Il nous est arrivé de devoir acheter des médicaments avec 4 ou 5 intermédiaires pour que l'entreprise d'origine ne soit pas sanctionnée. Cela ne fait qu'augmenter le prix alors qu'il est souvent déjà très cher à la base. Cuba a dépensé des millions de dollars à cause du blocus, mais les effets ne sont pas vraiment quantifiables. La douleur dans cette famille cubaine, tu ne peux pas la quantifier. Malgré ces difficultés, Cuba est connu pour sa médecine. Qu'est-ce qui la caractérise? La prévention, car prévenir les maladies est bien plus facile que de les soigner ensuite. L'éducation de la population est aussi importante. Il n'est pas possible de prévenir des maladies si les personnes ne comprennent pas ce que tu leur dis. Finalement, la santé est totalement publique et gratuite. Les

Suite en page 2



IL FAUT LE DIRE...

### Stasi 2.0: la Suisse mise en garde par l'Europe

Les pouvoirs très importants octroyés aux services de renseignement suisses ont fait réagir le Commissaire européen aux droits de l'Homme, qui évoque des «menaces sérieuses sur le respect de la vie privée».

La nouvelle Loi sur le renseignement, adoptée récemment par les chambres, élargit considérablement les prérogatives des services: pose de micros dans des lieux privés ou publics, installation de mouchards sur les smartphones et ordinateurs personnels, écoutes téléphoniques, tout ceci au nom d'une «surveillance anticipée» possible sans le début d'un soupçon! Dites bonjour à la Stasi 2.0!

Bien que l'on puisse tout de même se demander si, en matière de respect des droits de l'Homme au niveau européen, il n'y aurait pas quelques dossiers plus urgents à traiter, la prise de position de M. Muižnieks est salu- taire. En Suisse, pays dans lequel le fichage et la surveillance policière des citoyens font partie de l'ADN politique depuis des siècles, il n'est jamais inutile de rappeler certains principes.

Si l'on pense immédiatement à l'affaire des fiches, la «digitalisation» croissante de nos vies rend la surveillance autrement plus redoutable et efficace que les filatures à vélo et les enquêtes de voisinage quasi folkloriques découvertes à la fin des années 1980. La Loi sur les renseignements ouvre la porte à des violations massives des droits fondamentaux, et les garde-fous prévus sont insuffisants.

Un référendum a été lancé par les Jeunes Verts, la jeunesse socialiste, le Parti pirate et le POP/PST. Reste une question sans réponse: où sont les forces de droite? Où sont nos grands défenseurs des libertés individuelles, du moins d'Etat? Faut-il comprendre que le modèle nord-coréen si facilement vilipendé devient souhaitable, dès lors qu'il est question du pouvoir des services de renseignement?

Julien Sansonnens

Suite de la page 1

gens ont donc accès à ce dont ils ont besoin, sans limites. Nous produisons également des médicaments, par exemple contre le SIDA, qui sont beaucoup distribués en Afrique.

**Que répondez-vous aux personnes qui critiquent Cuba comme étant un pays où il n'y a pas de liberté d'expression, pas de respect des droits humains, etc....**

Un jour, un enfant chilien qui fuyait le régime de Pinochet m'a dit: «Je n'ai jamais vu un pays qui prenne en charge totalement l'éducation de son peuple!». L'une des premières lois de la révolution cubaine a été l'alphabétisation, mais aussi la gratuité totale de l'éducation. Comment est-il possible de manipuler, de faire taire un peuple éduqué et cultivé?

**«Ce n'est pas le système socialiste en soi qui est en cause»**

Cet enfant a ajouté: «Je n'ai jamais vu un tyran qui s'occupe de la santé de son peuple et l'éduque à être solidaire avec tous les pays du monde». Aujourd'hui, Cuba a des médecins dans plus de 50 pays. Certains ont la capacité de payer ce service, et l'argent reçu est réaffecté à des missions dans des pays comme Haïti, qui compte 400 travailleurs de la santé cubains. Il y en a aussi 31'000 au Venezuela et 11'000 au Brésil, dans des endroits où aucun autre médecin ne va, ou très peu. Sans liberté, cela serait impossible! Ceux qui disent ces choses ne connaissent pas mon peuple.

**Mais si quelqu'un n'est pas d'accord avec ce système, peut-il le dire?**

Il est possible que tu reçoives un poing dans la figure d'un Cubain qui n'est pas d'accord... mais rien de plus. Ce que tu ne peux pas faire, c'est mettre une bombe, empoisonner quelqu'un, etc... C'est sanctionné par la loi. Il y a cependant une chose. Dans les journaux, il n'y a pas d'espace pour les gens qui parlent mal de notre peuple. Il y a des critiques, oui, et le ministre responsable doit y répondre. En revanche



Aleida Guevara, fille du Che, défend les avancées sociales à Cuba en matière de santé publique ou d'éducation gratuite.

si quelqu'un vient depuis Miami, acheté par la CIA, et écrit un journal à Cuba, non. Si dans le monde entier ils disent du mal de Cuba, pourquoi faire de même? Nous parlons des problèmes qui peuvent être résolus, oui. Mais nous ne faisons pas le jeu de l'ennemi.

**Il n'y a pas d'opposants politiques emprisonnés?**

Cela n'existe pas. Il y a des personnes emprisonnées pour avoir posé une bombe ou donné au FBI des informations susceptibles de nuire au pays. Ces personnes, oui, peuvent être emprisonnées...

**La figure du Che est-elle encore importante pour les Cubains?**

Très importante, pour l'Amérique latine et pour beaucoup de gens en Europe aussi. C'est même un héros jusqu'au Japon!

**Aujourd'hui, le communisme est souvent décrit négativement. Qu'en pensez-vous?**

A Cuba, la révolution a été celle d'un peuple en armes qui lutte, triomphe et

décide de changer sa société. Cela a été très profond. En Europe, cela s'est déroulé différemment. Ce n'est cependant pas le système socialiste en soi qui est en cause mais les gens qui le mettent en pratique. Le système socialiste donne aux personnes la capacité de vivre. Il doit garantir l'éducation et la santé gratuites, un habitat et un travail dignes. Peut-être que cela est mal vu par les grands intérêts économiques, les transnationales, ceux qui ont le pouvoir... Mais si les gens simples du peuple avaient l'information adéquate, ils opéreraient probablement pour cette vie!

**«Nous devons travailler à augmenter les salaires»**

L'autre problème sérieux, c'est que les soi-disant «gauches» dans le monde entier se donnent le luxe de se diviser en petits fragments, au lieu de rechercher l'unité. Qu'est-ce que l'objectif commun? Que le peuple vive mieux! Il faut oublier toutes les bêtises entre nous et lutter pour cet objectif! En Europe, l'éducation gratuite est en

train de se perdre à grands pas. De même, l'Europe avait une santé publique très développée et elle est en train de la perdre! Pourtant cela a été une conquête des peuples!

**La majorité des Cubains est née sous le blocus. Quels sont les rêves des jeunes?**

Ils rêvent de vivre tranquilles, d'avoir leurs habits, leurs objets, et de pouvoir acquérir tout cela avec leur salaire. Si je demande aux jeunes avec qui je travaille «qui d'entre vous souhaite posséder une voiture?» Tout le monde lève la main. Alors je leur dis: «Ne serait-il pas mieux de développer des transports publics urbains, un bus qui passe toutes les 5 minutes?». Et on me répond: «Non, je veux avoir ma voiture». Cette mentalité existe, et il faut essayer de la changer, continuer à lutter dans ce sens, démontrer que le développement social collectif est plus important que le développement individuel de chaque personne. Nous devons aussi travailler à pouvoir augmenter les salaires, mais on ne peut pas le faire si on n'a pas d'économie!

**Il faut donc convaincre certains Cubains....**

Oui, car la propagande capitaliste est très présente! 5 stations de radio et une télévision des Etats-Unis diffusent à Cuba en espagnol parfait. Ils font croire que l'on vit mieux aux Etats-Unis. C'est vrai, tu peux gagner plus en lavant des sols aux Etats-Unis qu'en étant ingénieur à Cuba, mais là-bas, si tu tombes malade, tu meurs, alors qu'à Cuba, tu as accès aux soins gratuitement... il faut mettre ces choses dans la balance, les avantages et les inconvénients, et décider où tu souhaites rester. Nous essayons de sensibiliser les jeunes à cela. Nous n'y arrivons pas toujours, mais je pense que la grande majorité de la jeunesse est fidèle au processus révolutionnaire.

**Avec l'ouverture vers les Etats-Unis, ne craignez-vous pas que cet idéal socialiste se perde?**

Les problèmes qui nous touchent le plus, ce ne sont pas les États-Unis, c'est par exemple le fait que l'Etat a dû laisser 500'000 personnes sans travail à cause de la crise économique mondiale. C'est inadmissible pour une société socialiste. Pour y faire face, l'Etat a encouragé les Cubains à travailler à leur propre compte. Mais c'est un cancer, car les gens deviennent individualistes et oublient qu'ils vivent dans une société différente! Le défi pour les prochaines années, c'est de ne pas perdre la conscience sociale et la solidarité au sein du peuple. Dans ce cas précis, on travaille à promouvoir les coopératives. Mais tu ne peux pas forcer les gens à faire une coopérative, il faut leur en montrer les bénéfices. Nous y travaillons.

**Croyez-vous à la fin du blocus?**

Nous avons évidemment l'espoir que le blocus se termine. Il y a un dicton populaire qui dit que «la dernière chose qui se perd est l'espérance». Nous ne perdons donc pas l'espérance qu'un jour le blocus disparaisse. ■

Propos recueillis par Juliette Müller

# Le traité transpacifique (TTP) repousse les frontières du libéralisme dans le monde

**LIBRE-ÉCHANGE** Les États-Unis et onze pays ont signé l'accord sur le traité transpacifique. S'il est ratifié par les parlements, le texte accouchera de la plus vaste zone de libre-échange mondiale, alors que les libéraux cherchent à accélérer les négociations avec l'Europe dans le cadre du traité transatlantique.

La droite a une conception mouvante des frontières. Cette semaine, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, se réjouissait de la signature de l'accord sur le traité de libre-échange transpacifique (TPP), estimant «qu'il repousse la frontière du commerce et de l'investissement dans les biens et services vers de nouveaux domaines où les bénéfices peuvent être très significatifs». L'affaire pourrait prêter à sourire au moment où, en France, sa propre famille politique invite à refonder l'espace Schengen afin de suspendre la liberté de circulation et de rétablir le contrôle aux frontières face à la «pression migratoire». Seulement, en entérinant le TPP, les États-Unis, le Canada, le Mexique, le Chili, le Pérou, le Japon, la Malaisie, le Vietnam, Singapour, Brunei, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui pèsent 40 % du PIB mondial, viennent de créer la plus vaste zone de dérégulation du globe et une voie de contournement des cycles mondiaux de discussions sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), après l'échec de Doha en 2006.

Lundi, seules quelques voix se sont d'ailleurs élevées pour s'inquiéter des conséquences de la signature du TPP. Ainsi, Bernie Sanders, le candidat socialiste à l'investiture démocrate pour la présidentielle américaine, a estimé que «Wall Street et les grandes entreprises l'ont une nouvelle fois emporté». Il est difficile de lui donner tort alors que le TPP empêche les États d'exclure les produits financiers risqués, de limiter le contrôle des mouvements des capitaux, et d'interdire la taxation des mouvements spéculatifs. Les grandes entreprises ont également de quoi se réjouir puisque l'accord institue l'ISDS (Investor-State Dispute Settlement) – organe de règlement des conflits entre État et investisseurs –, qui permet aux firmes privées de déposer plainte auprès d'une cour d'arbitrage si elles s'estiment lésées par les lois votées par les parlements nationaux.

**Levée de droits de douane sur 18'000 produits américains**

A l'issue d'une réunion de cinq jours à Atlanta (Etats-Unis), les douze pays membres ont conclu un processus de

négociation entamé en 2008 qui menaçait de ne pas aboutir jusqu'à la dernière minute. En cause, l'accès aux marchés agricoles, les règles d'origine (RO) des pièces détachées automobiles ou encore la protection des brevets de certains médicaments biologiques. Ainsi, l'Australie, le Chili et le Pérou ont vivement affronté Washington quant à la protection dont jouissent les entreprises états-uniennes dans ce domaine (celles-ci disposent d'un brevet de douze ans contre cinq ans dans les autres pays). Si le contenu précis de l'accord final n'avait pas été rendu public à l'heure où ces lignes étaient écrites, diverses associations s'étaient quant à elles élevées contre la restriction de l'accès à des médicaments génériques vitaux pouvant être utilisés dans le cadre de traitements contre le cancer. Autre point d'achoppement: l'ouverture des marchés des produits laitiers canadiens, japonais et américain aux importations venues de Nouvelle-Zélande. Vent debout, les producteurs canadiens qui opèrent déjà dans un marché ouvert à 10 % aux importations étrangères dans ce domaine et s'apprêtent à affronter l'accord

économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne, qui impliquerait l'importation de 17'000 tonnes de fromage. L'accord prévoit en outre la disparition de 18'000 droits de douane auxquels étaient soumis les marchandises américaines dans l'industrie mécanique, les technologies de l'information, la chimie ou les produits agricoles.

Si le TPP est ratifié par les parlements nationaux des douze pays, la stratégie de pivot vers l'Asie de Barack Obama aura franchi un pas considérable dans sa volonté de contrebalancer l'influence grandissante de la Chine et

de son projet de ceinture économique de la route de la soie dont font partie une série de pays concernés par le TPP. «C'est un aboutissement majeur non seulement pour le Japon mais aussi pour l'avenir de la zone Asie-Pacifique», s'est félicité le premier ministre japonais, Shinzo Abe, dont le pays est en première ligne dans la stratégie américaine d'endiguement de la Chine. Le président américain espère également profiter de la dynamique du TPP afin d'accélérer les négociations autour du traité transatlantique avec l'Europe (Tafta). ■

Lina Sankari

paru dans l'Humanité

## GAUCHEBDO

Société d'édition de GaucheBdo  
case postale 190, 1211 Genève 8  
Helena de Freitas, présidente hdf@gauchebdo.ch

Rédaction  
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève  
redaction@gauchebdo.ch | 022 320 63 35  
Joël Depommier, rédacteur en chef jdr@gauchebdo.ch  
Juliette Müller, secrétaire de rédaction jmr@gauchebdo.ch  
Alexandre Smirnov, correcteur asv@gauchebdo.ch  
Stéphane Montavon, dessinateur smn@gauchebdo.ch

## IMPRESSUM

Administration  
Jean-Pierre Kohler administration@gauchebdo.ch  
Abonnements  
abo@gauchebdo.ch | www.gauchebdo.ch/abo  
CP 168, 1211 Genève 13 | 079 686 79 37 | CCP 12-9325-6  
Publicité  
tarifs et informations sur www.gauchebdo.ch/pub  
Impression  
Pressor, 6, route de Courroux, 2800 Delémont

# Elles combattent le fatalisme ambiant

**ÉLECTIONS FÉDÉRALES** • A quelques jours des élections fédérales, nous nous sommes entretenus avec deux candidates au Conseil national et au Conseil des États: Céline Misiego, secrétaire cantonale du POP-Vaud et Derya Dursun, syndicaliste à Unia Neuchâtel. Celles-ci nous ont livré leurs réflexions sur le féminisme et la situation des femmes en politique et dans la société en général.

«**P**endant cette campagne électorale, j'ai été frappée par le traitement médiatique réservé aux candidates femmes!» s'insurge Céline Misiego. «Dans les rares articles qui parlaient du POP, et alors que je suis en tête de liste, j'étais mentionnée uniquement pour dire à quelle place j'étais arrivée aux dernières élections. Il y a également un média qui a fait une analyse des affiches électorales. Sur notre affiche, le seul commentaire concernait mon aspect physique: on me reprochait de ne pas sourire!». Une couverture pour le moins superficielle, alors que sur les sujets politiques importants et actuels, la candidate a bien des choses à dire. Sur le «Paquet Berset» par exemple: «Pour moi, le gros scandale de cette réforme de la prévoyance vieillesse, c'est l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes. En Suisse, l'inégalité salariale représente 7.7 milliards de francs qui échappent aux femmes chaque année. Si les femmes étaient payées comme les hommes et que des cotisations AVS étaient prélevées sur leurs salaires, c'est 840 millions de francs en plus qui rentreraient dans les caisses de l'État chaque année. C'est donc l'égalité salariale qu'il faut réaliser pour améliorer les rentrées de l'AVS, pas faire travailler les femmes un an de plus!»

## «Rien ne garantit que les politiciennes élues défendront les femmes»

Le sexisme ordinaire auquel a été confrontée Céline pendant cette campagne ne surprend pas vraiment Derya Dursun. Selon elle, «il y a un malaise social et une incapacité à résoudre les problèmes liés aux revendications féministes. Cela renforce l'idéal de la femme au foyer, dont l'unique tâche est de procréer et de s'occuper de ses enfants. La femme est assise entre deux chaises: la maternité et la citoyenneté». Pour elle, il faut s'inspirer de figures féminines historiques comme Rosa Luxemburg et



La Vaudoise Céline Misiego et la Neuchâtoise Derya Dursun défendent un changement de société pour lutter contre toutes les discriminations.

Clara Zetkin, qui ont joué dignement leur rôle de citoyennes, et ne pas oublier que c'est à travers des luttes acharnées que l'on pourra renforcer la participation des femmes en politique. Mais une meilleure participation ne signifie pas que c'est uniquement par ce biais que l'égalité sera atteinte. «Premièrement, rien ne garantit que les politiciennes élues vont défendre les intérêts des femmes. Et deuxièmement, il faut garder à l'esprit que les femmes élues sont la plupart du temps issues des classes les plus aisées de la population. Ces femmes peuvent-elles réellement représenter les ouvrières?». «Il faut avoir une réflexion sur un modèle de société qui convienne aux hommes et aux femmes, complète Céline Misiego. Il y a des

hommes qui se battent pour l'égalité, et des femmes qui, une fois élues, défendent des politiques anti-femmes».

Car pour Céline Misiego comme pour Derya Dursun, on ne peut pas traiter la question de l'inégalité homme-femme de manière isolée. La secrétaire politique vaudoise le dit clairement: «il y a la domination patriarcale, et il y a le capitalisme, qui domine aussi les hommes. Lorsque la femme sort du foyer et commence à travailler pour un patron, elle se retrouve elle aussi exploitée». Derya Dursun va dans le même sens: «Le féminisme est un outil puissant pour changer la société, mais il faut qu'il débouche sur une remise en question de l'ordre social! Les inégalités entre sexes sont engendrées par le mode de



PST/POP

production en place. Le modèle d'égalité mis en avant en général est celui où les femmes rejoindraient le statut des hommes dans le monde existant. Mais ce qu'il faut en réalité, c'est une égalité active, qui construit un monde nouveau mettant en œuvre d'autres rapports sociaux.»

## Avoir une vision de la totalité

Prendre en compte les autres rapports de domination signifie aussi admettre que toutes les femmes n'ont pas les mêmes priorités ou les mêmes revendications. Pour Céline Misiego, qui est membre du collectif féministe vaudois Feminista, même si le but final de toutes les féministes est le même – l'égalité –, «il y a des organisations qui vont par

exemple vouloir parler de sexualité féminine en priorité. Ça peut paraître futile pour certaines, mais pour nous, c'est une question centrale. D'autres féministes, comme les féministes musulmanes, proposeront des chemins et des revendications qui leur sont propres. C'est bien normal et malgré cela, nous devons toutes essayer de tirer à la même corde». Derya Dursun met elle aussi en garde contre celles et ceux qui, au nom de la «libération de la femme», créent des divisions. «Je crois qu'il faut faire attention à ne pas tomber dans le piège qui consiste à se définir contre quelque chose, par exemple contre les femmes qui portent le voile, nous dit-elle. Avoir une vision de la totalité est primordial. Droits des étrangers, droits des travailleurs et travailleuses, droits des femmes, droits des femmes musulmanes, droits des femmes blanches... Il faut une intégration sous l'angle de la citoyenneté, avec un projet de transformation de la société. Sans cela, on ne fera rien d'autre que de perpétuer le système de discrimination en place.»

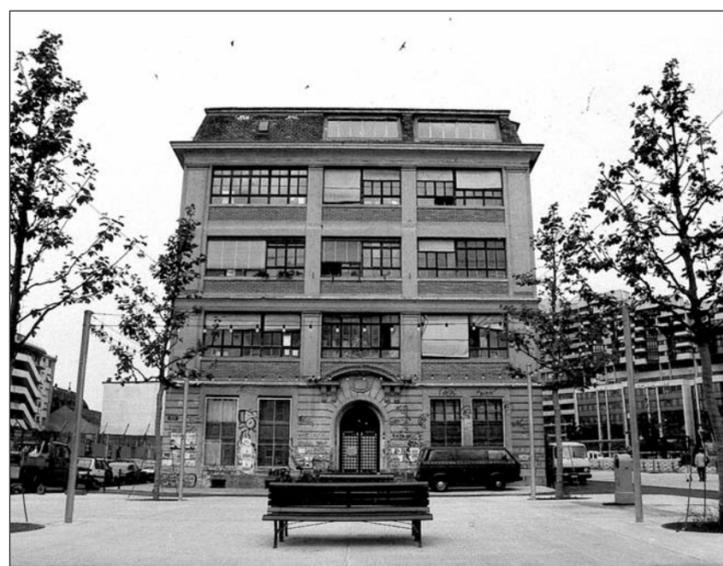
Dans le contexte actuel, pas facile d'aller dans cette direction. Dans la pratique, Céline Misiego constate une certaine division des luttes: «Il y a souvent des démarches individualistes. Un-e tel-le défend son salaire, l'autre son poste de travail, mais on voit que c'est difficile de développer des liens de solidarité avec d'autres personnes ou d'autres groupes en lutte.» Pour Derya Dursun, «il faut commencer par combattre le fatalisme ambiant pour donner envie de participer à la chose collective. Nous avons le choix, même si la Bible libérale nous martèle qu'il n'y a pas d'alternative! Et bien entendu, il faut travailler sur l'éducation, une éducation basée sur la solidarité, la coopération et sur l'incarnation des utopies, parce qu'elles font avancer le monde». ■

Amanda Ioset



## L'Usine de Genève en bisbille avec Pierre Maudet

**C**e vendredi 2 octobre, l'Usine, haut lieu de la culture alternative à Genève, a verrouillé ses portes aux visiteurs pour un soir. Ce qui n'a pourtant pas empêché les gens de faire la fête à l'extérieur jusque tôt le matin. Ce mouvement de grève est lié à la volonté de Pierre Maudet et du Département de la sécurité et de l'économie (DSE) d'exiger cinq autorisations séparées d'exploitation de salles à l'Usine, contre une précédemment. «Cela va à l'encontre de notre principe de défendre une structure organique et solidaire!», ont précisé les différentes entités de l'Usine. Déjà menacée d'une fermeture administrative par le même magistrat en avril 2014, pour les mêmes raisons, l'Usine a pourtant lâché du lest en avril dernier, suite à sa rencontre, avec la cheffe du Département de la culture, Anne Emery-Torricinta, en acceptant de déposer cinq demandes d'autorisations en prévision du changement de loi sur la Restauration, le débit de boissons, l'hébergement et le divertissement (LRDBHD). Las, malgré les promesses des magistrats, l'Usine attend



L'Usine, haut lieu de la culture alternative à Genève, a verrouillé ses portes aux visiteurs pour un soir.

toujours qu'une autorisation unique de buvette lui soit délivrée durant la phase de transition en attendant que la LRDBHD entre en vigueur le 1er janvier 2016 et que deux dons de la Loterie romande de 40'000 et 30'000

francs, bloqués par les services de Pierre Maudet, soient enfin libérés. Voudrait-on museler la culture alternative ou la formater, que l'on ne s'y prendrait pas autrement. ■

Réd.

# Les ficelles d'un paquet

**VAUD** • Le Grand Conseil a commencé les débats sur le contre-projet du Conseil d'Etat à une initiative de l'ASLOCA visant à combattre la pénurie de logement.

Dans la continuité de la pénurie durable de logements, le Grand Conseil a empoigné mardi le «paquet» – expression à la mode – censé traduire la politique cantonale du logement. Cela tient en deux volets. L'un concerne l'initiative de l'ASLOCA «Stop à la pénurie de logements», que combat le Conseil d'Etat par un contre-projet plus édulcoré. L'autre s'intitule triomphalement «sur la préservation du parc locatif vaudois», mais consiste essentiellement en l'abrogation de deux lois très favorables aux locataires.

C'est la conseillère d'Etat verte Béatrice Métraux qui est en charge de ces sujets, qui ont causé des débats longs et houleux en commission. Au parlement, le débat d'entrée en matière a joyeusement emmêlé les deux thèmes, les députés ayant bizarrement sous les yeux à l'écran un mystérieux dessin, censé peut-être représenter la solidarité envers les locataires: un escargot qui tire la langue en portant sur son dos un improbable enchevêtrement de locaux vitrés. A moins qu'il ne s'agisse d'un symbole de la lenteur? En effet, le sujet traité a pris son temps avant d'arriver sur les pupitres des députés, puisqu'il fut au départ celui de feu le Conseiller d'Etat Jean-Claude Mermoud. Depuis près de trente ans, la politique vaudoise du logement a échoué à résoudre la pénurie mais cette langueur a pas mal favorisé les milieux immobiliers et les propriétaires. Le débat montre aujourd'hui encore combien cette situation est à l'origine des réticences.

## Initiative de l'ASLOCA

Il n'y eut que douze députés, dont ceux du POP et solidaritéS, pour voter en faveur de cette initiative, 108 voix contre et 6 abstentions. La ma-



A Lausanne, capitale vaudoise, la pénurie de logement se fait lourdement sentir.

rité a été effrayée par l'audace des demandes: que le canton et les communes consacrent chaque année une contribution annuelle identique, qui pourrait être de 20 francs par habitant, pour la construction de logements à loyers modérés, et se chargent de ces constructions en collaboration ou non avec des privés. Elle demande aussi qu'en dernier recours, les terrains utiles à la construction de ces logements puissent être acquis par voie d'expropriation.

Le contre-projet présenté par le Conseil d'Etat, lui, n'a rien de contraignant, il ouvre différentes possibilités pour les communes et affirme que cela permettra de créer entre 5'000 et 6'000 logements par an. Il prévoit une nouvelle catégorie de logements: les logements à loyer abordable, soit sans aide ou subvention. Les communes sont encouragées à prévoir un quota

de ces logements. Un droit de préemption pourrait également être accordé aux communes, ce qui provoque le cauchemar des milieux immobiliers et de leurs adeptes.

Nombre d'amendements sont promis, venant tant de la gauche que de la droite. Le débat reprendra donc après les vacances scolaires. Ce qui va laisser le temps aux députés de méditer sur l'art 67 de la Constitution vaudoise qui affirme: «L'Etat et les communes, en complément des démarches relevant de la responsabilité individuelle et de l'initiative privée, veillent à ce que toute personne puisse disposer d'un logement approprié à des conditions supportables. Ils encouragent la mise à disposition de logements à loyer modéré et la création d'un système d'aide personnalisée au logement». ■

Christiane Jaquet

# Cherche 12'000 signatures pour contrer tsunami fiscal

**VAUD** • Le référendum contre la 3ème réforme de l'imposition des entreprises, version vaudoise, est lancé, soutenu notamment par le POP, solidaritéS, la Jeunesse socialiste, les syndicats SSP et SUD, ainsi qu'ATTAC ou ACIDUS.

«Vous vous sentez concerné-e par la qualité des services publics à la population? Vous vous souciez d'une redistribution des richesses plus démocratique?» C'est par ces questions que débute le document concocté par le comité référendaire vaudois pour expliquer les raisons de son opposition à la 3ème réforme de l'imposition des entreprises, tant au niveau fédéral qu'au niveau cantonal. La feuille de route fiscale du gouvernement vaudois, adoptée par le Grand Conseil le 29 septembre dernier, représente en effet l'application dans le canton de Vaud d'une réforme qui n'a même pas encore été votée au niveau fédéral.

Principale critique des référendaires, la baisse généralisée de l'imposition des bénéfices des entreprises du canton, qui passera de 23% à 13%, ceci dans le but de contrer l'éventuel départ de multinationales suite à l'abolition des

statuts fiscaux spéciaux dont elles bénéficiaient (abolition prévue par le projet de réforme fédérale). «Des estimations sérieuses ont montré que même si la moitié des entreprises concernées partaient, le reste suffirait à augmenter les recettes fiscales», expliquent les référendaires, qui ajoutent qu'en termes d'emploi, celles-ci n'occupent pas un grand nombre de salarié-e-s et profitent surtout des conditions fiscales sans rien produire». De toute façon, pour eux, «l'exode imaginé est bien moins sûr que la perte massive de recettes fiscales qu'entraînera une baisse générale de l'imposition des entreprises». C'est en effet à près de 500 millions de francs qu'est estimée cette perte pour le canton de Vaud, avec des conséquences sur les salariés et usagers des services publics, ainsi que sur les communes et les contribuables, qui seront amenés à payer une partie de la facture.

Les compensations obtenues en

échange par le Conseiller d'Etat socialiste Pierre-Yves Maillard, sous la forme d'une augmentation de la contribution patronale de l'accueil de jour, du déblocage du financement permettant la mise en œuvre de l'article constitutionnel sur l'école à journée continue, de l'amélioration des subsides à l'assurance maladie et de l'augmentation des allocations familiales ne convainquent pas les référendaires. «Si ces éléments sont des avancées, ils n'ont cependant pas de liens objectifs avec la réforme de la fiscalité des entreprises et ne compensent pas les sacrifices consentis en faveur des entreprises. Ils pourraient tout à fait être décidés pour eux-mêmes, et c'est ce que nous revendiquons. La coalition refuse la logique du marchandage de compensations qui sous-tend cette feuille de route», expliquent-ils. Les référendaires disposent de 60 jours pour récolter les 12'000 signatures requises. ■

Réd.

## ILS SOUTIENNENT GAUCHEBDO

### «Gauchebdo relaie les positions de la gauche qui refuse un virage libéral»

Chaque semaine, en général en déplacement dans un train, je découvre avec intérêt le dernier numéro de *Gauchebdo*. Ces huit pages variées sont toujours plaisantes à lire, souvent surprenantes. Des luttes sociales et environnementales aux projets de coopération de par le monde, en passant par des articles culturels ou historiques, les thèmes couverts sont variés. L'hebdomadaire est aussi une tribune ouverte et accessible, qui fait place à la pluralité des opinions. Je me rappelle y avoir publié un de mes premiers textes, au moment du vote sur le référendum contre les durcissements du droit d'asile en 2013. Il est évident que je ne partage pas toujours toutes ses analyses et publications. Mais c'est le cas de la plupart des médias et cela permet justement d'alimenter le débat politique.

De plus, *Gauchebdo* fait partie des rares respacés du tsunami provoqué par le couple Tamedia/Ringier. Son indépendance financière et éditoriale, au moment même où la presse associative et militante se retrouve dans une situation précaire, est à souligner. Enfin, vous l'aurez compris, *Gauchebdo* relaie



les positions de la gauche socialiste et écologiste qui n'a pas accepté le virage libéral d'une partie des sociaux-démocrates et verts européens. Cette gauche combative qui s'engage quotidiennement pour construire une alternative politique face au néolibéralisme.

Voilà pourquoi je suis abonné à *Gauchebdo* depuis plusieurs années. Mon soutien lui est pleinement acquis.

Ilias Panchar,  
Co-président des Jeunes Verts

## Transports publics en question

**NEUCHÂTEL** • A La Chaux-de-Fonds, un billet de bus «court parcours» permet de traverser la ville d'un bout à l'autre. Cela pourrait bientôt ne plus être le cas.

La nouvelle Place de la Gare de La Chaux-de-Fonds sera inaugurée à la fin octobre. A cette occasion, Charles-André Favre, président du groupe popiste au parlement de la ville, a questionné le Conseil communal (exécutif) à propos de la politique des transports publics.

Il faut rappeler en préambule que la compagnie chaux-de-fonnière des transports en commun avait absorbé il y a plusieurs années celle du Locle, après un accord entre les deux communes. L'entreprise résultant de ce premier regroupement a ensuite été reprise, au plan cantonal, au sein d'un groupe comportant d'autres compagnies locales ou régionales et portant le nom de TransN. Du fait de cette organisation, les élus ne peuvent agir au plan communal. Les popistes interrogent toutefois le Conseil communal en tant que membre du Conseil d'administration de TransN.

Charles-André Favre a notamment relevé la lenteur du rythme de décision de TransN. Il a donné comme exemple le cas des billets «court parcours», qui, selon le règlement de la zone «Onde verte» donnent droit à une durée de trajet de 30 minutes, indépendamment du nombre des arrêts. Cette modification nécessite d'être adoptée de manière

unanime par les 7 compagnies regroupées, dont les CFE, qui n'ont que deux réunions annuelles! Si le futur horaire réglera en partie le problème à partir du 13 décembre prochain, il demeurera une restriction de taille, puisqu'un tel billet donnera droit à un trajet de 30 minutes avec au plus 5 arrêts. «Si ce devait être le cas, cela constituerait à nos yeux plutôt une péjoration qu'un gain pour l'utilisateur. On va en effet calquer sur les Montagnes la situation qui existe déjà à Neuchâtel, ce qui impliquera qu'un usager de La Chaux-de-Fonds, qui peut actuellement effectuer un trajet d'un bout à l'autre d'une ligne avec un «court parcours», devra en utiliser deux, voire trois! On se tire une balle dans le pied...», a déploré Charles-André Favre. A Neuchâtel la distance entre les arrêts est en effet plus grande qu'à La Chaux-de-Fonds.

Le popiste a interrogé l'exécutif sur la possibilité de conserver le principe du règlement de l'«Onde verte», ce qui représenterait une incitation à utiliser les transports en commun et correspondrait à l'un des objectifs de la rénovation de la Place de la Gare, soit la dynamisation de ces transports. Les popistes attendent avec grand intérêt la réponse à leur intervention. ■

Alain Bringolf

## Le bât qui blesse les communes

Quatre grandes communes neuchâteloises se sont récemment opposées aux velléités du Conseil d'Etat, qui veut faire reposer sur elles l'amélioration de ses finances à travers un report de charges. Neuchâtel, Val-de-Travers, Le Locle et La Chaux-de-Fonds ont tenu à la fin septembre une conférence de presse pour dire tout le mal qu'elles pensent de la manière dont le Conseil d'Etat empoigne ce dossier: pas de contacts préalables et des propositions unilatérales qu'elles ne veulent pas supporter. Etaient réunis un libéral, Fabio Bongio-

vanni de Neuchâtel, deux socialistes, Théo Huguenin-Elie de La Chaux-de-Fonds et Frédéric Mairy du Val-de-Travers, et un popiste, Denis de la Reussille, du Locle. D'après les premiers commentaires des médias neuchâtelois, il ne fut pas question de l'origine de ces propositions du Conseil d'Etat à majorité socialiste: répondre servilement aux exigences de la droite cantonale qui impose au canton de réduire son prochain budget de 160 millions! Et c'est pourtant là que le bât blesse! ■

ABr

# «Il est essentiel de mettre fin à la politique d'austérité en Europe»

**SYNDICATS** • L'Italien Luca Visentini vient d'être élu à Paris nouveau secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), qui regroupe 88 organisations membres issues de 37 pays européens comme la CGT française ou l'USS suisse, ainsi que 10 fédérations syndicales, représentant plus de 60 millions de membres. La CES est reconnue par l'Union européenne, par le Conseil de l'Europe et l'Association européenne de libre-échange comme seule organisation syndicale interprofessionnelle européenne représentative. Interview.

Votre formation est philosophique et vous avez écrit plusieurs recueils de poésie. Qu'est-ce que vous voulez mettre en évidence de votre carrière?

Je suis passé directement de la philosophie au monde syndical. J'ai aussi continué à publier des livres de poésie au cours de mon activité syndicale, que j'ai débutée à 19 ans. Ma première expérience s'est déroulée dans la Fédération du commerce, tourisme et des services privés du Frioul-Vénétie, qui se trouve se trouve sur la frontière avec l'Autriche, la Slovaquie et la Croatie. Ensuite, je suis devenu secrétaire général de la Confédération de ma région avant de prendre des responsabilités au niveau européen. J'ai été président du Conseil interrégional syndical italien et croate et récemment président interrégional de la CES. Je suis habitué à me rendre à Bruxelles très souvent pour traiter des questions européennes.

Amèneriez-vous des changements profonds dans la CES?

Le changement que nous voulons faire part d'une analyse objective. Nous avons détecté aussi bien des problèmes fondamentaux externes que d'organisation interne. Tout d'abord, la gouvernance européenne a exclu les syndicats des décisions importantes, de sorte que nous n'avons pu influencer de changement de direction. Nous devons donc obtenir plus de participation à cette gouvernance. En ce qui concerne la CES, nous devons renforcer notre stratégie de politique syndicale et pour cela, changer certains mécanismes dans nos rouages. Nous avons une excellente occasion de faire ces changements. En plus de la parité dans nos

organes de gestion, nous allons aussi renouveler notre direction, qui aura une moyenne d'âge de quarante-cinq ans. Nous avons aussi eu des discussions sur l'importance de renforcer la participation démocratique de nos membres, de changer notre message et notre langage. Nous devons repenser nos mobilisations pour qu'elles soient plus efficaces. Le Congrès de la CES qui vient de se dérouler à Paris marquera un avant et un après dans le syndicalisme européen.

Les syndicats de l'Europe de l'Est disent se sentir relégués. Etes-vous d'accord avec cette vision?

Je ne suis d'accord que partiellement. Il y a un problème de l'équilibre géographique du pouvoir au sein de la Confédération européenne, parce que notre organisation est née quand l'Europe était petite. Il existe aussi un problème de différences de système d'organisation, de relations industrielles, de contrats collectifs ou de dialogue social entre nos membres.

Entre le nord et le sud, est-ce que vous pensez qu'il existe des différences notables?

Oui. Nous sommes divers avec des formes d'activités syndicales de conception différentes et avec des lois différentes dans chaque pays. Si on pense au débat sur la négociation collective et le salaire minimum, les différences sont moins entre le nord et sud, qu'entre groupes de pays. Même s'il existe différents modèles syndicaux, il faut valoriser la diversité. La richesse de points de vue et le partage d'expériences salimentent de ces différences et nous permet de nous homogénéiser avec flexibilité.

Quelles seront vos priorités en tant que secrétaire général?

Le chômage est sûrement la priorité absolue. Il est impossible de lutter contre ce fléau sans prendre des mesures économiques. Pour cela, il est essentiel de mettre fin à la politique d'austérité. Elle est un fardeau majeur. L'investissement public est essentiel. Deuxièmement, nous devons relancer la demande intérieure, et pour cela, il faut que les salaires croissent. Nous devons aussi créer un système de négociation collective et de salaire minimum. Il s'agit de facteurs démocratiques. Le troisième pilier doit être la relance du modèle social européen. Celui-ci protège les droits sociaux, les droits civils et du travail, la protection sociale, le système de retraite, la santé publique et les services publics. Ce modèle n'est pas un obstacle à la croissance, mais un facteur qui facilite la compétitivité en Europe. Nous devons aussi approfondir la cohésion européenne contre la xénophobie, le racisme et le sentiment anti-européen.

En ce qui concerne la question de l'immigration, comment ce problème doit-il être abordé dans le syndicalisme européen?

Jusqu'à présent, j'ai été responsable de l'immigration et de la mobilité à la CES. Au cours des quatre dernières années, nous avons fait un travail remarquable. Nous avons expliqué à nos membres que l'immigration était une bonne chose. Les travailleurs migrants paient leurs impôts et cotisations sociales, ce qui permet la pérennité des systèmes de protection sociale



Agé de 46 ans, l'Italien Luca Visentini est le nouvel homme fort du syndicalisme européen.

face au déclin démographique dans de nombreux pays européens. Sans l'immigration, notre système ne serait pas viable. Son apport est essentiel et nous avons besoin de changer le discours existant. La xénophobie et le racisme n'ont aucun fondement. Il faut faire un travail politique d'intégration culturelle pour que les travailleurs européens ne voient pas l'immigré comme quelqu'un qui vient leur voler leurs emplois.

Les jeunes et les femmes sont aussi les victimes de la précarité. Avez-vous une formule magique pour lutter contre cette exclusion?

Il n'y a pas de formules magiques, mais cela a été un thème central de notre congrès. Nous allons modifier nos statuts afin que les femmes et les jeunes aient plus de représentativité. C'est une question fondamentale pour l'avenir, car il s'agit d'une nouvelle catégorie de travailleurs. Actuellement, les seuls outils disponibles pour faire face à l'insécurité sont la négociation collective et les politiques de protection. ■

Alfonso Roldan  
Traduit de l'espagnol  
par JDr

Paru dans Madrid Syndical, CCOO

## L'évasion fiscale des multinationales a encore de beaux jours devant elle

**FRAUDE FISCALE** • L'OCDE a publié cette semaine les résultats de son plan d'action pour lutter contre les pratiques d'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices des entreprises multinationales. Les 15 points de ce plan d'action ne vont pas assez loin selon les organisations qui luttent contre la fraude fiscale.

Les organisations françaises comme Attac ou le CADTM France de la Plateforme Paradis fiscaux et judiciaires, impliquées dans le suivi du projet BEPS (Base erosion and profit shifting en anglais) ont exprimé leur déception face au document présenté par l'OCDE. Selon elles, l'objectif initial de réformer les règles du système fiscal international pour «que les entreprises multinationales paient leurs impôts là où les activités économiques sont effectuées et là où la valeur est réellement créée» n'est pas atteint: «La réforme BEPS n'empêchera pas les entreprises multinationales de se jouer des règles fiscales pour échapper à l'impôt. Les leçons n'ont pas été tirées des derniers scandales d'évasion fiscale comme Lux-leaks, qui pourront continuer à se reproduire» regrette Manon Aubry, responsable de plaidoyer justice fiscale et inégalités à Oxfam France.

«Si les pays de l'OCDE avaient vraiment voulu réformer le système fiscal international, ils auraient examiné plus en profondeur les méthodes qui visent à répartir entre les différents pays les bénéfices des multinationales en fonction de l'activité réelle de ces dernières. Au lieu de cela, les propositions ambitieuses ont été remises à plus tard et l'OCDE propose aujourd'hui des aménagements flous et complexes de règles vieilles de plus d'un siècle» déclare Lucie Watrinet, chargée de plaidoyer au CCFD-Terre Solidaire coordinatrice de la Plateforme Paradis fiscaux et judiciaires.

Les organisations regrettent la résistance des lobbies actifs du secteur privé mais aussi de certains Etats qui ont manqué d'ambition. Ainsi, l'existence de régimes de taxation préférentiels, comme les «patent boxes» (régimes d'imposition préférentiels pour les revenus tirés de la propriété intellec-

tuelle), dont la suppression avait été un temps évoquée, n'est finalement pas remise en cause mais encadrée par des lignes directrices. «Ces régimes préférentiels offerts par certains Etats sont pourtant au cœur des stratégies d'évitement de l'impôt des entreprises multinationales. C'est notamment grâce à une patent box luxembourgeoise que MacDonald a pu éviter de payer plus d'un milliard d'euros en cinq ans à plusieurs Etats européens et l'OCDE ne remet cette pratique en cause qu'à la marge» souligne Lucie Watrinet.

**Aucune avancée sur la transparence des multinationales**

Aucune avancée significative à souligner non plus du côté de la transparence. Si l'OCDE propose que les entreprises soient obligées de fournir des informations sur leurs activités (bénéfices, chiffre d'affaires, nombre d'employés) et les impôts qu'elles paient

dans chacun des pays où elles sont présentes, ces informations devront rester strictement confidentielles. Seules les administrations fiscales y auront accès, selon un système d'échanges qui risque d'exclure les pays en développement. De plus seules 10 à 15% des entreprises sont concernées par cette obligation. «L'OCDE a vidé la proposition de reporting pays par pays de son contenu: garder ces informations confidentielles rendues complètement inopérantes l'effet dissuasif du reporting pays par pays, alors même qu'il s'agit d'un de ses objectifs premiers! C'est même un recul par rapport à la législation européenne, qui impose depuis 2013 aux banques et établissements financiers de publier ces mêmes informations» ajoute Manon Aubry.

Ces mesures sont le résultat d'un processus de décision mené par une minorité d'Etats riches (les 34 pays de l'OCDE et ceux restant du G20),

excluant de fait plus d'une centaine de pays en développement pourtant les premiers touchés par cette réforme globale.

En réponse, l'OCDE a annoncé que les pays en développement seront invités à mettre en œuvre ces recommandations sur un pied d'égalité. «Comment demander alors à des pays de mettre en œuvre des mesures qu'ils n'ont pas participé à élaborer?» s'interroge Manon Aubry. «Lors du Sommet d'Addis Abeba en juillet 2015, les pays de l'OCDE avaient déjà fait bloc contre la création d'un organisme fiscal international sous l'égide de l'ONU, demandé par plus de 130 pays en développement. Exclure les pays en développement de décisions qui les concernent nous semble contre-productif, et va contre l'idée d'une gouvernance globale sur ces questions fiscales» conclut Lucie Watrinet. ■

Paru dans L'Humanité

# Pas d'eau potable sans papiers d'identité

**RUSSIE** • A Saint-Petersbourg, plus de 60'000 personnes sans-abri survivent dans des conditions difficiles. Il leur est impossible d'accéder aux nécessités basiques, parmi lesquelles l'eau potable, en raison de l'absence d'enregistrement de leur domicile dans leur passeport intérieur. Reportage sur place.

A Saint-Petersbourg, la pollution de l'eau n'est pas qu'un slogan écologiste mais est connue de tout un chacun, puisqu'il est recommandé de bouillir l'eau sortant du robinet. Il suffit d'ailleurs de regarder les eaux huileuses couleur chocolat de la Neva et d'observer les multiples canaux aux teintes obscures qui parcourent la ville pour mesurer la gravité du problème.

## Pas d'accès à l'eau potable

En de telles conditions, on imagine sans mal ce qu'absorbent les dizaines de milliers de sans-abri obligés de s'abreuver d'une eau saturée de chlore, de métaux lourds, où l'on trouve aussi des parasites intestinaux, tel le Giardia Lamblia. En effet, les citoyens russes sans-papiers et sans-logis de Saint-Petersbourg n'ont aucun accès à l'eau «potable» et les rares points d'eau publics leur sont, la majeure du temps inaccessibles, faute de papiers d'identité.

Rappelons qu'en Russie 5 millions de citoyens n'ont aucune existence légale du fait de l'absence, dans leur passeport intérieur, de l'enregistrement de leur domicile (propiska). La propiska est ce statut administratif que les citoyens russes acquièrent lorsqu'ils enregistrent leur lieu de résidence, très souvent lié à celui de la naissance. Dûment tamponnée dans le passeport intérieur, cette inscription est l'unique clé à une existence administrative et aux droits qu'elle procure. Si, pour une raison ou une autre, on perd sa «propiska», on perd tous ses droits civiques. Et très vite, un sans-papiers devient un sans-abri. A Saint-Petersbourg, ils sont plus de 60'000 à survivre ainsi, dans des conditions très difficiles. Depuis 25 ans, une ONG leur vient en aide, Nochlezhka «un toit pour la nuit» en russe.

Pour souligner cette absence d'accès à l'eau potable et sensibiliser la population de la ville, Nochlezhka a lancé, au mois d'août dernier, une opération de distribution de bouteilles d'eau. Plus de 1'300 litres d'eau ont été répartis. Les médias pétersbourgeois se sont fait l'écho de la campagne, si bien que des citoyens ont spontanément apporté des bouteilles d'eau à l'ONG, permettant de la sorte de multiplier l'action. C'est lors de l'une de ces distributions que nous avons abordé Olga, la soixan-



L'association Nochlezhka a distribué plus de 1'300 litres d'eau aux sans-abri de l'ancienne capitale impériale, enclenchant un mouvement large de solidarité des habitants.

taine, venue récupérer quelques bouteilles: «J'ai appris à économiser afin qu'une bouteille d'eau me serve plusieurs jours. Mais quand il fait chaud j'ai vraiment très soif. Parfois, n'y tenant plus, je m'abreuve dans un canal mais après je suis malade...», explique-t-elle.

## Crever de soif

Sergueï, une quarantaine d'années, le visage buriné par la survie, nous parle du calvaire que représente la recherche d'eau potable. «Il y a seulement deux possibilités d'obtenir de l'eau propre. Gagner un peu d'argent et l'acheter, ou se rendre dans les toilettes du Macdonald. Mais si nos vêtements sont sales, difficile d'entrer et de

boire l'eau aux toilettes. Parfois, nous choisissons parmi nous la personne dont les vêtements sont les moins sales et il va chercher de l'eau pour tous. Il y a des jours où je ne peux rien acheter à boire, où je crève de soif. Aujourd'hui, par exemple, je n'avais rien bu avant cette distribution!» Alors qu'il nous parle, il est 19h30.

## La politique de l'absurde

Peut-on espérer que l'action de Nochlezhka sensibilise les autorités pétersbourgeoises? «C'est fort peu probable», nous répond Grigori Sverdline, directeur de l'ONG, qui ajoute que «depuis de nombreuses années, Nochlezhka demande aux autorités de réagir face à ce problème d'hygiène

élémentaire et rien ne change.»

Et ce n'est pas avec le décret signé par Vladimir Poutine le 29 juillet dernier, qui ordonne la destruction systématique de tout aliment en provenance de l'Union européenne, de la Norvège, du Canada, des Etats-Unis et de l'Australie, que l'on peut être optimiste. Le président russe semble préférer détruire des tonnes d'aliments étrangers plutôt que de les distribuer à ses concitoyens dans le besoin, et leur faciliter l'accès à l'eau potable... ■

Pierre Jaccard

L'association Nochlezhka Suisse Solidaire soutient l'ONG russe Nochlezhka, dont l'objectif est de permettre aux sans-papiers et sans-abri de survivre dans un premier temps, puis de retrouver une vie active. [www.suisse-solidaire.org](http://www.suisse-solidaire.org)



# Une chemise déchirée pèse plus que le sort de 2'900 salariés

**FRANCE** • Dans le dossier de la restructuration d'Air France, Manuel Valls a montré une nouvelle fois qu'il roulait pour les patrons contre les employés. Commentaire.

«Ainsi, tandis que l'acte de violence de l'ouvrier apparaît toujours, la responsabilité profonde et meurtrière des grands patrons, des grands capitalistes se dérobe, s'évanouit dans une sorte d'obscurité.» Entre Jaurès et le tandem Hollande-Valls, le gouffre est infranchissable.

Bombant le torse, le premier ministre s'est précipité, cette semaine, au siège d'Air France pour traiter de «voyous» les employés qui ont molesté deux dirigeants, annoncer des «sanctions lourdes» et proclamer que «la France est sous le choc». Ces incidents étaient tout à fait regrettables, mais quel contraste entre sa compassion envers deux cadres - surjouée, pour que l'émotion de l'opinion paralyse la résistance des salariés - et l'indifférence tranquille de Manuel Valls à l'égard des milliers de syndicalistes, harcelés par leur hiérarchie, brimés dans leur carrière et bien souvent licenciés!

«Le patronat n'a pas besoin, lui, pour exercer une action violente, de gestes désordonnés et de paroles tumultueuses»

Qui a allumé la mèche de ce désespoir sinon une direction qui multiplie les licenciements et cherche à opposer navigants et «rampants»; sinon un gouvernement qui proclame son amour aux patrons et reste intransigeant aux revendications des salariés; ou encore un président rallié au libéralisme qui veut réduire ce qui revient au travail pour mieux servir le capital? Rappelez-vous des cris d'orfraies après un coup de colère des Conti dans une préfecture. Les mêmes trémolos s'étaient fait entendre, puis un silence de plomb avait accompagné les jugements en faveur des ouvriers, leur abandon par le pouvoir et des vies brisées, certaines jusqu'au suicide. La compassion dans les médias dominés par les géants du CAC 40 est une valeur

indexée sur la Bourse. Jaurès rappelait en 1906: «Le patronat n'a pas besoin, lui, pour exercer une action violente, de gestes désordonnés et de paroles tumultueuses! Quelques hommes se rassemblent, à huis clos, dans la sécurité, dans l'intimité d'un conseil d'administration, et à quelques-uns, sans violence, sans gestes désordonnés, sans éclats de voix, comme des diplomates causant autour du tapis vert, ils décident que le salaire raisonnable sera refusé aux ouvriers; ils décident que les ouvriers qui continuent la lutte seront exclus, seront chassés, seront désignés (...) à l'universelle vindicte patronale.(...) Ainsi, tandis que l'acte de violence de l'ouvrier apparaît toujours, la responsabilité profonde et meurtrière des grands patrons, des grands capitalistes se dérobe, s'évanouit dans une sorte d'obscurité.» ■

Patrick Apel-Muller

Paru dans l'Humanité

# Dans le quartier des agités

**LITTÉRATURE** • «Les Cahiers noirs de l'aliéniste», saga sous forme de trilogie de l'écrivain québécois Jacques Côté, se situe au confluent de la série policière, du roman historique et social et de l'aventure médicale.



Le livre offre une fresque de Montréal, où se côtoient les quartiers des belles villas anglophones et ceux où croupit la classe pauvre, irlandaise ou francophone.

Né en 1959, résidant à Québec, Jacques Côté est bien connu du public canadien francophone, notamment pour ses romans policiers. Ceux-ci témoignent de son intérêt précoce pour la criminalistique. Les lectrices et lecteurs suisses romands ont pu le découvrir au stand canadien du dernier Salon du livre de Genève. Pour nous, ce fut une révélation.

Dans *Les Cahiers noirs de l'aliéniste*, qui constituent une trilogie, l'auteur retrace de façon romancée la vie d'une grande figure oubliée du Canada, Georges Villeneuve (1866-1918). Médecin à la morgue, surintendant de l'asile Saint-Jean-de-Dieu, puis professeur de la chaire de médecine légale de l'Université de Montréal, il fut surtout un grand aliéniste, dont la passion était de démontrer que les «fous» n'étaient pas responsables de leurs actes criminels et ne devaient pas finir au bout d'une corde.

Le premier volume relate la formation de Georges Villeneuve à Paris, après ses études dans le catholique et réactionnaire Québec. Nous sommes en 1889, c'est-à-dire l'année de l'Exposition universelle qui vit l'érection de la très contestée tour Eiffel! Comme l'avait déjà fait Louis Aragon dans *Les Voyageurs de l'impériale*, Jacques Côté évoque ce Paris en effervescence avec un sens remarquable de la description vivante. Mais surtout, ce premier volume nous plonge dans un chapitre particulièrement intéressant de l'histoire de la science: la naissance et les progrès de la médecine légale des aliénés. On va donc croiser à l'asile Sainte-Anne Valentin Magnan, une sommité de la psychiatrie française, ou encore le célèbre Jean-Martin Charcot à la Salpêtrière. Un avertissement s'impose ici et vaut pour les trois tomes: certaines scènes - descriptions détaillées d'autopsies et précisions sur la médecine forensique, qui permet notamment de dater la mort par l'activité des mouches et autres larves sur le cadavre - sont très crues, et donc à «déconseiller aux personnes nerveuses et impressionnables», selon la

formule consacrée... Ce livre est tout à fait passionnant. Il relate par exemple les grandes controverses entre différentes thèses et le combat des aliénistes français contre la trop fameuse théorie italienne de la «bosse du criminel», que l'on pourrait ainsi détecter par la forme de son crâne. Mais tout cela est expliqué sans aucune pédanterie, à travers une captivante histoire criminelle qui fait aussi du livre un excellent roman policier, non sans quelques péripéties sentimentales qui permettent au lecteur d'échapper un moment à la noirceur.

## Retour sur une page tragique de l'histoire du Canada

Le second tome, *Le Sang des prairies*, constitue un retour en arrière de cinq ans. Agé alors de vingt-deux ans seulement, Georges Villeneuve participe, comme jeune capitaine dans le 65<sup>ème</sup> bataillon de Montréal, à la répression de la grande rébellion indienne et métis du Nord-Ouest. Le roman nous fait traverser le Canada d'est en ouest, en chemin de fer (non achevé), mais surtout à pied, à travers plaines, forêts et rivières, dans des conditions atmosphériques souvent extrêmes. Et surtout, nous avons là un vrai roman politique. Car si le massacre d'un certain nombre de Blancs au Lac-à-la-Grenouille est bien sûr odieux, il s'explique par les violations répétées des traités avec les Indiens, leur confinement dans des réserves et leur terrible appauvrissement. Le chef le plus célèbre de la révolte, l'homme politique métis Louis Riel, sera finalement pendu en 1885, au terme d'un procès inique. Considéré alors comme un traître à la couronne britannique, il est aujourd'hui vu comme un héros de la résistance, notamment par les Canadiens français. En effet, ceux-ci éprouaient de la sympathie pour lui, eux qui étaient alors méprisés et exploités par les anglophones, et objets de méfiance par les «orangistes», les partisans les plus loyalistes de l'Angleterre. Engagé dans la répression contre ses sentiments profonds, Villeneuve éprouve

des états d'âme qui, à côté des épreuves physiques, le feront mûrir.

## La lutte pour la protection et les droits légaux des aliénés

Le troisième tome, *Et à l'heure de votre mort*, se situe en 1894. Georges Villeneuve travaille comme médecin expert à la morgue de Montréal. Celle-ci est alors d'une grande vétusté, au contraire de celles, modernes, des Etats-Unis: odeurs de putréfaction, vers, larves, mouches et j'en passe... A travers une assez effrayante histoire policière - un grand malade se réclamant d'un catholicisme mystique et se considérant comme un soldat de Dieu assassine des femmes ayant commis le «crime» d'avorter et se sert des fœtus pour de macabres mises en scène religieuses - Jacques Côté relate le combat de Villeneuve pour que soit reconnue l'irresponsabilité pénale des malades mentaux et que leur soit épargnée la potence. Il plaide pour des asiles psychiatriques modernes qui ne soient plus des prisons, et respectueux des internés. Le livre offre aussi une fresque d'un Montréal où se côtoient les quartiers de belles villas de la bourgeoisie anglophone et ceux, malsains et sordides, où croupit la classe des pauvres, immigrés irlandais et une majorité de francophones. Sans que le roman ne tourne jamais au pamphlet anglophobe. Car les responsables de cette misère, aux yeux de l'auteur et de Villeneuve lui-même, un libéral, sont aussi les politiciens conservateurs liés à la hiérarchie catholique.

Voilà donc une passionnante trilogie, que le lecteur dévorera, et qui lui apprend beaucoup sur l'histoire politique et sociale du Canada, comme sur celle de la médecine à une époque de grandes avancées scientifiques. Une œuvre centrée sur un sujet - le traitement des aliénés mentaux - qui n'a par ailleurs rien perdu de son actualité. ■

Pierre Jeanmeret

Jacques Côté, *Les Cahiers noirs de l'aliéniste*, 3 volumes, Editions Alire, 2010, 2011 et 2013 (diffusion en Suisse).

## AGENDA CULTUREL ET MILITANT

### MANIFESTATION Pour un véritable accueil des réfugié-e-s

Samedi 10 octobre 2015 à 13h, Place Neuve, Genève

Alors que des millions de personnes fuient la répression, la misère et la guerre et que les pays aux portes de l'Europe ne parviennent plus à accueillir dignement ces réfugié.e.s, il est nécessaire de réaffirmer notre solidarité en exigeant que la Suisse fasse de sérieux efforts pour offrir son aide. Ensemble, nous devons exiger que la Suisse ouvre ses frontières et accueille les migrant-e-s, d'où qu'ils et elles viennent et quelle que soit la violence qu'ils et elles fuient, dans des conditions dignes! Droit de rester!



### JOURNEE GAVROCHE, à l'occasion des 48 ans de la mort du Che

Samedi 10 octobre 2015 de 15h à 2h, au Café Gavroche, bvd. James Fazy 4, Genève

27 dès 15h00 : Exposition et atelier de dessin libre avec Alfredo Camelo  
17h00 : Projection du film « On est vivants » de Carmen Castillo  
19h30 : Débat avec Jean Ziegler et Jean Batou sur l'actualité du Che  
21h30 : Concert : Duo Cofradia (Cuba) en tournée en Suisse et France  
org. Solidarités Genève

### SOIREE FESTI-R

Dimanche 11 octobre 2015 au cinéma Oblo, Av. De France..., Lausanne

Suite au succès rencontré lors des deux derniers festivals, le Collectif R organise le 11 octobre 2015 une soirée film/repas/concert au cinéma Oblo, en soutien à la lutte du Refuge Saint-Laurent. Les festivités débuteront dès 17h avec la projection du film *Va' pensiero*, storié ambulanti (vo stfr). Ce film retrace l'histoire de trois migrants victimes d'attaques racistes en Italie et montre comment ces derniers tentent courageusement de reconstruire leur vie et de s'affranchir du passé, malgré la peur, l'incertitude et les difficultés à surmonter. Un film, qui offre aux spectateurs la possibilité de redécouvrir l'homme, caché derrière le migrant. Laissez-vous ensuite emporter par de The Broots! Passant du reggae, au hip-hop et à la techno, le duo lausannois parviendra à mettre tout le monde en piste.

### CONFERENCE-DEBAT «Les classes populaires au secours de la planète», avec Paul Ariès

Jeudi 15 octobre à 20h à la Maison de quartier sous-gare, Av. Dapples 50, à Lausanne

Paul Ariès est une voix influente de la gauche antiproductiviste française et rédacteur en chef de la revue *Les Z'Indigné(e)s*  
org. ATTAC et le Réseau Objection de Croissance Vaud (ROC-VD)

### DISCUSSIONS-DEBAT Yves Sancey présente son livre «Quand les banquiers font la loi» (Antipodes, 2015)

Jeudi 15 octobre à 17h30 à la librairie Basta (Université de Lausanne, Dorigny, Anthropole).

Présentation et débat suivi d'un apéro.

Mercredi 11 novembre à 18h à la librairie du Boulevard (Rue de Carouge 34 à Genève). Discussion avec Marc Chesney «De la Grande Guerre à la crise permanente» (PPUR, 2015).

Jeudi 12 novembre à 19h30 à l'A-t-e-l-i-e-r (Av. de France 39 à Lausanne). Café des sciences sociales, discussion avec Olivier Longchamp «Politique financière fédérale» (Antipodes, 2014).

Retrouvez l'agenda militant sur [www.gauchebdo.ch/agenda](http://www.gauchebdo.ch/agenda)

Pour annoncer des activités: [redaction@gauchebdo.ch](mailto:redaction@gauchebdo.ch)

## Message de condoléances

La Société d'édition de *Gauchebdo* et l'ensemble de ses collaborateurs ont appris avec beaucoup de tristesse le décès subit de Philippe Depommier. Le frère de notre rédacteur en chef Joël Depommier est décédé le 30 septembre dernier dans sa 50<sup>ème</sup> année.

Philippe Depommier était un fidèle lecteur et un soutien constant de notre hebdomadaire, en défenseur de la justice sociale et de la liberté de la presse qu'il était. Nous adressons à sa famille et tout particulièrement à notre cher collaborateur Joël Depommier l'expression de notre vive sympathie.

La Société d'édition de *Gauchebdo*, sa rédaction et tous ses collaborateurs

## GAUCHEBDO

## ABONNEMENT

Chaque semaine, la tribune des hommes et des femmes qui résistent, la voix de celles et de ceux qui veulent changer la société. Abonnez-vous !

<input type="checkbox"/> Abonnement au journal papier		<input type="checkbox"/> Abonnement pdf	CHF 110.-
<input type="checkbox"/> Soutien	CHF 250.-	<input type="checkbox"/> Abonnement papier + pdf	
<input type="checkbox"/> 1 an	CHF 150.-	<input type="checkbox"/> Soutien	CHF 250.-
<input type="checkbox"/> 1 an réduit	CHF 85.-	<input type="checkbox"/> 1 an	CHF 200.-
<input type="checkbox"/> 6 mois	CHF 80.-	<input type="checkbox"/> 1 an réduit	CHF 125.-
<input type="checkbox"/> 6 mois réduit	CHF 45.-	Si vous souhaitez combiner votre abonnement papier avec le pdf, rendez-vous sur <a href="http://www.gauchebdo.ch/pdf">www.gauchebdo.ch/pdf</a>	
<input type="checkbox"/> Essai (3 mois ou 12 numéros)	CHF 10.-		

Tarif réduit pour apprenti-e-s, étudiant-e-s, chômeur-se-s, AVS/AI. Merci de joindre un justificatif.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : ..... NPA - localité : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

A renvoyer à **Gauchebdo, Service des abonnements, case postale 168, 1211 Genève 13**

Vous pouvez aussi vous abonner par téléphone (079 686 79 37) et sur le web ([www.gauchebdo.ch/abo](http://www.gauchebdo.ch/abo))

# Toulouse-Lautrec entre photographies, tableaux et affiches

**EXPOSITION** • L'exposition du Musée des Beaux-Arts de Berne confronte la vie et l'œuvre du «vilain nabot estropié» et génial, dans une exposition qui nous plonge dans la vie culturelle de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et notamment au Moulin Rouge, dont il a illustré les spectacles par des affiches devenues célèbres.

Durant sa vie brève et intense, Henri de Toulouse-Lautrec (1864-1901) s'est passionné pour toutes les techniques nouvelles. Parmi elles, la photographie, qui n'avait que 25 ans à sa naissance. Pourtant, il ne l'a jamais pratiquée lui-même. Mais grâce à trois photographes à son service et devenus des amis, il a documenté ainsi toute son existence. L'intention profonde des commissaires de l'exposition est de montrer que la photographie n'était pas seulement pour lui un appoint, mais qu'elle influença tout son art. A dire vrai, cette thèse n'apparaît pas à l'évidence au public, lequel a plutôt l'impression de se trouver devant deux expositions parallèles, qui certes entretiennent entre elles un lien profond.

A travers les photographies, c'est toute la vie de Toulouse-Lautrec qui défile. On voit d'abord sa famille, qui appartenait à la haute noblesse du Sud-Ouest, et les demeures féodales de celle-ci. Des œuvres du jeune artiste illustrent les loisirs nobiliaires de sa caste: ainsi les promenades en calèche à Nice. Puis l'on suit sa formation à Paris: des études de nus, dont l'un des modèles est la jeune Suzanne Valadon, qui deviendra elle-même peintre et sera la mère de Maurice Utrillo. L'un des aspects intéressants de l'exposition est précisément la juxtaposition, par sujets, des photographies et de l'œuvre peinte. Toulouse-Lautrec aimait à se mettre en scène, à se travestir, ce qui était, il est vrai, dans le goût du temps. On le voit donc en samouraï, en muezzin, ou costumé avec les vêtements de Jane Avril, la fameuse danseuse du Moulin Rouge à laquelle il consacra ses plus célèbres affiches. Peut-être ces travestissements étaient-ils aussi, avec l'alcool qu'il consommait à hautes doses et la fréquentation assidue des bordels, une manière d'échapper à son corps de «vilain nabot estropié», comme il se définissait lui-même. Une autre salle est consacrée à ses modèles, dont la blanchisseuse Carmen Gaudin, dont il peindra si bien l'abondante chevelure blonde. On retrouvera, dans ses huiles, ses coups de pinceaux très visibles, avec peu de densité de couleur, qui laissent entrevoir le carton servant de fond.

Toulouse-Lautrec était fasciné par le cabaret et le théâtre. Extraordinaire, sa capacité à saisir le mouvement, les attitudes, dans une perspective qui, il est vrai, a quelque chose de «photographique». Il a peint la grande actrice Sarah Bernhardt interprétant *Phèdre* avec un jeu qui nous

paraîtrait sans doute aujourd'hui très emphatique. Un autre intérêt de l'exposition est donc de faire revivre toute la vie culturelle de l'époque. Par exemple le cercle de Misia et Thadée Natanson, l'éditeur de *La Revue blanche*, chez qui l'on pouvait rencontrer Vuillard, Vallotton, Debussy ou Proust...

On a dit la fascination de Toulouse-Lautrec pour les techniques nouvelles. Parmi elles, la bicyclette et l'automobile – symboles de la vitesse – auxquelles il a consacré tableaux et affiches. Ou encore la danse moderne, incarnée par l'Américaine Loïe Fuller. Et l'invention géniale de l'appareil photo automatique par Kodak en 1888: plus de plaques mais des rouleaux de pellicule, un maniement des plus simples. Quant à la chromotypographie, née en France en 1882, elle allait permettre la reproduction de grandes affiches, domaine superbement illustré dans l'exposition, et où Toulouse-Lautrec se montra un maître.

## Le monde des cabarets, du cirque et des filles de joie

Les trois dernières salles de cette très riche exposition sont peut-être les plus belles. C'est d'abord l'évocation de la vie nocturne parisienne, et notamment le Moulin Rouge, où l'artiste avait sa table et qu'il a illustré par des affiches devenues célèbres. On y voit Valentin le Désossé, le fameux contorsionniste, et La Goulue, qui devait sombrer plus tard dans l'alcoolisme. Car ce monde de luxe et de paillettes, comme celui du cirque, avait son revers: c'était aussi un monde de marginaux, où Toulouse-Lautrec pouvait oublier l'infirmité physique qui le faisait cruellement souffrir. L'exposition se termine avec la vie intime des maisons closes, auxquelles l'artiste a consacré, dans une série de lithographies intitulées *Elles*, toute la misère humaine de ces filles dites «de joie», consommées mais rejetées par la société, exploitées par une bourgeoisie méprisante. Le regard de Toulouse-Lautrec sur ces femmes fatiguées qu'il a tant côtoyées est, lui, profondément fraternel.

Voilà donc une exposition qui présente une valeur à la fois esthétique, humaine et sociale, en illustrant une fin de siècle avec ses lumières et ses ombres. ■

Pierre Jeanneret

«Toulouse-Lautrec et la photographie», Musée des Beaux-Arts de Berne, jusqu'au 13 décembre 2015.



Une affiche de publicité pour le «Divan Japonais», café-chantant du Monmartre de l'époque de Toulouse Lautrec

kunstmuseum Bern

# Le piano dans tous ses états à la SMC

**MUSIQUE** • Pour ouvrir sa saison, la Société de musique contemporaine de Lausanne donnait carte blanche au pianiste Alfonso Gomez.



Le compositeur Wolfgang Rihm.

DR

Sa remarquable technique permet tout au pianiste espagnol Alfonso Gomez, qui ouvrait la saison de la Société de musique contemporaine de Lausanne. Et sa curiosité, doublée d'une indéniable sensibilité, le conduit à puiser dans le répertoire contemporain des pièces qui mettent l'instrument dans tous ses états, certains plutôt décoiffants: ainsi cette partition de Ramon Laskano, *Iargi Uneak*, qui ne se joue pas sur le clavier mais en lâchant brusquement la pédale, en tapant sur le bois du cadre pour faire résonner les cordes dans une sorte d'expérimentation du son et du silence quelque peu désarçonnant ou, à l'opposé, un déferlement de notes qui créent un continuum sonore jouant sur le timbre ainsi constitué dans *Territoire de l'oubli* de Tristan Murail, spécialiste de la musique spectrale.

On retiendra encore de cette soirée le *sofferte onde serene...* pour clavier et électronique de Luigi Nono, une œuvre émouvante, forte, mais dont j'avoue ne pas bien voir ce qu'apporte la bande

magnétique qui mêle des sons préenregistrés au jeu du pianiste. Sans entrer dans le détail du programme, López López, Andre, Nono, Maresz, Laskano et Murail, saluons son originalité qui augure d'une saison fort intéressante.

## Des ambitions bien définies

Les ambitions de la SMC sont clairement définies: «Être et demeurer un lieu de création, d'expression et de diffusion sans distinction d'écoles ou d'esthétiques pour les compositeurs suisses et étrangers, et participer à la création d'un patrimoine; encourager les interprètes qui travaillent le répertoire de la musique contemporaine; offrir aux étudiants de la Haute Ecole de Musique de Lausanne (HEMU) la possibilité de se familiariser aux nouveaux langages musicaux et de se frotter à l'expérience unique du concert; initier le public à l'écoute de la musique de notre époque et lui offrir pour un prix modeste plusieurs approches de qualité de cette musique,

partager sa passion.»

Deux créations sont à l'affiche de cette saison: le *Song Cycle: Pro tempore* pour soprano, accordéon, contrebasse et électronique (2015) de Natalia Dominguez Rangel le 23 novembre, *Las Flor Mas Rara* pour clarinette basse, violoncelle, contrebasse et électronique de Francisco Huguet le 29 février. Un concert-portrait Wolfgang Rihm le 9 novembre et *Concertini* de Lachenmann, dirigé par William Blank le 14 mars seront présentés en début de soirée par Philippe Albera. Il faudrait citer encore toutes les œuvres pour duo, trio, ensemble, voix, chœur, de compositeurs connus ou inconnus, à découvrir en dix concerts fixés à 19h à la salle Utopia I de la Haute Ecole de Musique de Lausanne (HEMU), rue de la Grotte 2. Bornons-nous à annoncer le prochain concert qui aura lieu le 26 octobre avec une *Missa Nova* pour 12 voix et 7 instruments de Lukas Langlotz. ■

Myriam Tétaz-Gramegna